

GRAND ENTRETIEN



EURODÉPUTÉE, l'élue mosellane a vécu de l'intérieur, au plus près, les tractations propres à l'Union européenne en vue d'acheter les **DOSES DE VACCIN** seules susceptibles de refouler l'épidémie de Covid-19. Problème : pour elle, l'exécutif en France ne fait pas le job. « Pourquoi d'autres pays sont-ils parvenus à **ALLER PLUS VITE** dans la vaccination massive ? », s'agace celle qui préside aussi le groupe politique de la **MAJORITÉ MUNICIPALE**, en rangs serrés derrière François Grosdidier.

NATHALIE COLIN-OESTERLÉ

« Les Français ne croient plus en la parole de l'État »



Le cap du million de doses de vaccin administrées a été franchi ces derniers jours en France. Que vous inspire ce chiffre ?

Nathalie Colin-Oesterlé « Je me demande où est passé le deuxième million ! Car en l'état il y a quand même

un million de vaccins dont on ne sait pas où ils se trouvent. Et quand je vois où l'on se situe par rapport à d'autres pays européens, je ne comprends pas. Non, je ne comprends pas cette lenteur. »

Vous dénoncez une absence de visibilité ?

« Oui. Il n'y en a aucune... Olivier Véran (*le ministre de la Santé*), le matin, dit devant le Sénat que l'on aura, au mieux, 15 millions de personnes vaccinées d'ici fin juin, et le soir c'est 30 millions d'ici fin mai ! Et hier (*cet entretien a été réalisé le 25 janvier, ndlr*), j'ai entendu le président du conseil scientifique (*Jean-*

François Delvaissay) affirmer qu'au mieux, on aurait 30 millions de personnes vaccinées à la fin de l'été... Ce manque de visibilité est terrible pour les citoyens. On ne croit plus en la parole de l'État. C'est extrêmement grave. »

Ce défaut de visibilité, vous le mettez sur le compte de quoi ?

« Je ne sais pas... On a eu un premier problème de discours divergents et d'échec en matière de masques, où il n'a pas été raconté la vérité aux Français. On a eu un deuxième problème avec la campagne de tests, loin d'être efficiente. Et aujourd'hui, on a des stratégies changeantes au niveau

gouvernemental et un manque criant d'anticipation. Pourquoi d'autres pays sont-ils parvenus à aller plus vite dans la vaccination massive ? J'ai une incompréhension totale par rapport à cela. »

En novembre, vous insistiez dans une interview sur l'importance d'« éviter toute polémique inutile » pour emporter l'adhésion des Français. Pourtant vous êtes très critique et, justement, ne fuyez pas la polémique...

« Oui, et on fait bien d'être critique. Sans cela, on serait encore plus en retard qu'on ne l'est actuellement. C'est constructif. Quand dans une

interview Jean Rottner parle de "scandale d'État", c'est très fort mais cela permet de faire bouger les choses. Résultat : aujourd'hui, ça va mieux. »

Mais ne craignez-vous jamais que vos propos entretiennent une forme de défiance de la population vis-à-vis des vaccins ?

« Non. On a tous envie que cela fonctionne. Je ne suis pas là pour tirer à vue sans arrêt, mais pour essayer à mon niveau d'améliorer les choses. Au plan logistique et de l'acheminement des vaccins, par exemple, j'ai demandé que l'on recoure à l'armée si l'on ne sait pas faire. Comprenons-

nous : je n'ai pas de craintes quant à ce que font les départements lorsque les doses arrivent à destination. Le préfet (*Laurent Touvet*) assure qu'à partir du moment où celles-ci sont reçues dans l'établissement pivot qu'est le CHR de Metz-Thionville, elles repartent immédiatement vers les centres de vaccination. Non, c'est entre les points de livraison nationaux – tenus secrets, c'est normal – et l'arrivée dans les départements qu'il y a, me semble-t-il, une faille. On n'est pas encore au point.»

Est-il possible actuellement de formuler des critiques sur la gestion de crise sans être taxée de poursuivre d'autres visées, en cette année électorale ?

«En France, on est tout le temps en période électorale, vous savez... Donc dès qu'on ouvre la bouche, on va nous dire que ce sont des propos électoralistes. Personnellement, je n'ai pas d'ambition pour l'élection à la présidence de la République (*rires*), et je ne suis pas candidate aux élections régionales ou départementales. Mais en étant députée européenne, je vois bien ce qui se passe dans les autres pays. Et je vois bien, aussi, que l'on est à la traîne.»

Sans être candidate, vous tiendrez un rôle durant les deux scrutins de 2021 ?

«Je ne sais rien... Je soutiendrai évidemment le candidat que je souhaite voir se présenter. Pour le reste...»

Quel candidat au juste ?

«Vous verrez bien (*rires*).»

Au vu du contexte sanitaire, cette double élection doit-elle être maintenue ?

«Je ne suis pas épidémiologiste. Si les conditions restent les mêmes qu'aujourd'hui, les élections doivent se tenir. Si cela devient impossible de faire campagne et d'avoir un scrutin représentatif, la question se posera... On peut décaler ces élections jusqu'en septembre, mais ensuite ce serait le reporter jusqu'à l'après-présidentielle (*en 2022*). Il faut faire attention à ne pas trop jouer avec le processus démocratique.»

Dans les reproches que vous formulez à l'exécutif, il n'y a pas que les lenteurs de la vaccination. Il y a aussi, dites-vous, un déficit de dialogue avec les collectivités territoriales.

«La vérité, c'est que l'État a le sentiment de travailler avec les collectivités lorsqu'il fait passer des informations. Mais ce n'est pas ça, la concertation. La concertation, c'est avant tout un travail d'équipe, un échange, un partage. En fait, j'ai toujours le sentiment que, lorsqu'il délègue, l'État a l'impression qu'on l'ampute d'un bras. Je suis une décentralisatrice, je crois au contraire

que c'est en déléguant que l'État se renforce. On a besoin des territoires. On a besoin des collectivités pour anticiper la campagne vaccinale beaucoup plus massive qui va arriver. On ne peut pas toujours être à la ramasse comme on l'est. En Allemagne, ils ont construit des congélateurs au mois d'octobre et les centres de vaccination ont été prêts fin novembre. Je ne sais pas si vous vous rendez compte du manque d'anticipation et d'impréparation ici.»

Mais maintenant que le coup est parti, qu'est-ce qui pourrait être mis en place avec les collectivités pour rattraper une partie du retard que vous pointez ?

«Je cite un exemple très simple. Les collectivités disposent de fichiers concernant les personnes âgées isolées. Pourquoi ne pas les contacter, aller au-devant de ces personnes et anticiper leur vaccination ?»

Cela n'a pas été fait ?

«Non, et le maire (*de Metz, François Grosdidier*) s'en plaint d'ailleurs. C'est l'un des problèmes. Les maires connaissent leurs administrés, ils connaissent les médecins libéraux sur lesquels s'appuyer, mais ce travail n'est pas effectué. Et les territoires ont l'impression d'avoir uniquement une information descendante, sans être entendus.»

Courte parenthèse s'agissant des collectivités : qu'a pensé la « décentralisatrice » que vous êtes des propos de Jean Castex devant les élus alsaciens le week-end dernier ?

«Je suis à l'aise sur le sujet, car je n'étais pas partisane de ces grandes régions qui nous ont été imposées. Je ne suis pas sûre que le modèle choisi pour le Grand Est était le meilleur, mais maintenant c'est là, on ne va pas continuer sans cesse à défaire ce qui a été fait. Le démantèlement du Grand Est, je doute que ce soit le sujet prioritaire à aborder par le Premier ministre lorsqu'il se déplace sur un territoire où on l'attend sur des questions sanitaires, sociales, économiques. Cette idée de démantèlement est absolument irresponsable. J'ai peur du climat des élections régionales. Ça va être terrible.»

Vous êtes sévère avec la France dans le déploiement de la campagne de vaccination, mais quel est votre regard sur ce que l'UE a mis sur pied dans la préparation à la vaccination ?

«Ce qui a été fait est exceptionnel. En effectuant une précommande de 2 milliards de vaccins et en s'appuyant sur six laboratoires, l'UE a permis d'éviter une concurrence éfrénée entre pays – la France contre l'Allemagne, la France contre l'Italie, la France contre l'Espagne... – ainsi qu'une inflation des prix. Elle permet aussi à tous les citoyens européens

d'avoir accès au vaccin en même temps, et dans les mêmes conditions. C'est l'Europe de la santé que l'on construit, alors que la santé est d'un ressort national. On a vu quelle pouvait être notre force de frappe en se montrant unis. Sans compter que l'on a participé à la recherche et à la fabrication à hauteur de 2,9 milliards d'euros. Une puissance qu'aucun État-membre n'aurait pu avoir seul.»

Vous parlez de non-concurrence, mais l'Allemagne a cherché à obtenir des doses supplémentaires en marge du pacte européen. C'est un raté ?

«Un raté, non. Les clauses actuelles de l'accord conclu entre l'UE et les laboratoires sont contraignantes, elles ne permettent pas à un État-membre de commander au-delà de ce qui est convenu. Une fois que cette commande sera honorée, rien n'empêchera un État-membre d'effectuer une autre commande. Mais aujourd'hui, la commande de l'UE doit rester prioritaire. On a interrogé plusieurs fois la Commission européenne, la commissaire à la Santé, la présidente de la Commission : elles nous ont assuré qu'il n'y aurait pas de commande "à part", et que s'il y avait une commande "à côté" elle serait déduite de ce qui était prévu dans la commande européenne. Cela a l'air cadré.»

Il n'y aura pas de commande isolée, assurez-vous. Il n'y aura pas de pénurie non plus ?

«L'une des seules choses que je reproche, c'est le manque de transparence sur les contrats passés entre l'UE et les producteurs de vaccin. Moi, je voudrais savoir ce qu'il y a dans les contrats Pfizer et Moderna, qui produisent les vaccins pour l'instant mis sur le marché. Quelles sont les conditions de livraison ? Les échéances ? Combien de doses ? À quel rythme ? Que l'on ait une confi-

dentialité sur les prix et sur les conditions techniques, cela ne me pose pas de problème. Pour la livraison, en revanche, il faut une réelle visibilité. C'est ce que l'on demande à la Commission européenne. Pour l'instant, on n'y est pas encore.»

Dans la perspective de construction d'une « Europe de la santé », pour reprendre votre formule, pourquoi ne pas avoir harmonisé la campagne de vaccination entre États-membres ? Quels écueils ont empêché cela ?

«Les États-membres et les ministres de la Santé échangent beaucoup sur le sujet, mais la politique vaccinale est une question nationale. Vous ne pouvez pas demander à l'UE de l'imposer. Cela s'entend. Tout ce qui a trait à la santé relève du budget d'un État, c'est normal que chacun garde la main dessus. Et puis, il est difficile d'imposer une stratégie vaccinale unique. Les situations ne sont pas les mêmes d'un pays à l'autre, on le voit en matière de restrictions. Dès lors que les travailleurs frontaliers bénéficient d'une tolérance nécessaire pour exercer leur activité professionnelle, dès lors que les médecins peuvent aller d'un État à un autre pour prêter main-forte si besoin, dès lors que le transport des marchandises peut être assuré, le reste a bien peu d'importance.»

«LORSQU'IL DÉLÈGUE, L'ÉTAT A L'IMPRESSIION QU'ON L'AMPUTE D'UN BRAS.»

Ils vous disent quoi vos collègues eurodéputés, à Bruxelles, sur la manière dont la France se débrouille avec toute cette crise ?

«Ils sont sympas, ils ne nous mettent pas un carton (*rires*)... La commissaire à la Santé a rappelé combien il était important que la France vaccine

massivement. Regardez les objectifs qu'elle a fixés : 80 % des personnes âgées et des soignants vaccinés d'ici fin mai au niveau européen, et 70 % de la population adulte avant la fin de l'été. La consigne, c'est : "Allez-y !".»

Le passeport vaccinal ?

«Pour se rendre dans des pays tiers, pourquoi pas, cela peut être une manière de relancer le tourisme, même si c'est compliqué et discriminant. Mais entre pays de l'UE, j'y suis défavorable tant que toutes les personnes souhaitant se faire vacciner n'ont pas accès aux doses.»

«J'AI PEUR DU CLIMAT DES ÉLECTIONS RÉGIONALES. ÇA VA ÊTRE TERRIBLE.»

Et ensuite ? Une fois la crise sanitaire enfin derrière nous ? Comment l'UE va-t-elle affronter le tsunami économique annoncé dans la foulée ?

«Il y a déjà un plan de relance important, qui va financer 40 % du nôtre, au plan français. L'Europe est là. Elle sera là.»

C'est ce que raconte cette crise ? Elle nous rappelle la prépondérance de l'UE, au-delà des défiances qu'elle inspire ?

«Personne ne peut nier la force de frappe qui est la nôtre lorsqu'on s'affiche unis, et que l'on n'a pas si on est seul contre les autres. Ce n'est pas évident, on est 27, les pays de l'Europe de l'Est n'ont pas la même histoire, ils ne partagent pas les mêmes conceptions, la même géographie, la même culture, mais là, l'Europe a montré son utilité. On a eu du mal. Je retiens que certains États ont plus appris que d'autres depuis un an. Et que la France, encore une fois, a manqué de réactivité et de préparation. On est toujours à la traîne.»

Propos recueillis par Pierre Théobald

► ENTRE METZ ET BRUXELLES, ENTRE OMBRE ET LUMIÈRE

«Un mandat passionnant. Je me régale.» À l'entendre, Nathalie Colin-Oesterlé, 55 ans, vit sa «meilleure vie» politique depuis son entrée au Parlement européen, en mai 2019. Il y a un an, l'élue centriste a d'ailleurs connu un baptême du feu en tant que membre de la commission «santé publique, environnement et sécurité alimentaire», son parti – le PPE – lui ayant confié les clés d'un rapport d'initiative sur la pénurie de médicaments. À l'arrivée, des dizaines d'auditions, «du travail jour et nuit» durant le premier confinement, et un «rapport voté à une écrasante majorité», se réjouit-elle, qui pourrait aboutir à plusieurs avancées concrètes, comme la relocalisation de sites de production, moyennant des incitations fiscales ou des aides d'État, ou la création d'une pharmacie européenne d'urgence, sorte de vaste réserve stratégique dans laquelle chaque État-membre pourrait piocher en cas d'urgence. «NCO» en est convaincue : l'UE est «dans un moment charnière en matière de coopération et de solidarité», ce que démontre à ses yeux la manière avec laquelle les Européens ont géré l'approvisionnement en doses de vaccin contre le Covid-19. Nathalie Colin-Oesterlé a pris goût à l'exercice : au titre de sa

présence en commission «liberté civile et sécurité intérieure», elle s'attelle ces jours-ci à un second rapport, dédié celui-ci à la stratégie de l'UE sur les droits de l'enfant. Les quatre axes qu'elle dégage : «Les droits des enfants les plus vulnérables ; les droits des enfants à l'ère numérique ; la prévention de la violence et la lutte contre celle-ci ; la promotion d'une justice adaptée aux enfants.» Le document est attendu d'ici l'été. Pour le reste, loin de Bruxelles, Nathalie Colin-Oesterlé garde bien entendu un œil rivé sur les affaires messines, en tant que présidente du groupe de la majorité municipale. «Après douze années d'opposition vécues comme un purgatoire, mais qui apprennent l'humilité», la voix, sans délégation, promue capitaine d'équipe, «faisant part de [s]on expérience» aux élus nouvellement en place et conservant avec François Grosdidier un lien privilégié. Un rôle de l'ombre endossé sans états d'âme à croire celle qui, un temps, avait nourri des envies de conquête de l'Hôtel de Ville : «Avec le maire, on se voit beaucoup, on échange beaucoup. On a fait une campagne en totale symbiose et nous sommes toujours en harmonie.»

PTH